

COMMUNE DE 57320 GUERSTLING

Nombre de conseillers municipaux	
Elus	11
En exercice	10
Présents	7
Date de la convocation	20/03/2018
Date de l'affichage	27/03/2018

L'an deux mil dix-huit, et le vingt-quatre mars, à 10 heures, le conseil municipal de GUERSTLING, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. DAUENDORFER Jean-Luc, maire. Tous les membres du conseil municipal étaient présents, à l'exception de : Frédéric LAURENT, ROSCHECK Thomas, DIDIER Marc

Le conseil municipal a choisi pour secrétaire de séance SCHNEIDER Cosma

### **POINT N° 1 : Présentation et vote du compte de gestion 2017**

Monsieur le maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur et que le conseil municipal ne peut valablement délibérer sur le compte administratif du maire sans disposer de l'état de situation de l'exercice clos dressé par le receveur municipal.

- Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2017 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer,
- Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2015, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,
- Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées,

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents, approuve le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2017.** Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

### **POINT N° 2 : Présentation et vote du compte administratif 2017**

Sous la présidence de Monsieur WINCKEL Yves, désigné pour présider la séance, le Conseil Municipal examine le compte administratif communal 2017 qui s'établit ainsi :

BUDGET GENERAL	Mandats émis en 2017	titres émis en 2017	SOLDE des mandats et des titres émis en 2017	REPORT (DCM du 19/03/2016)	TOTAL 2017		
	A	B	C = B - A	D	E	AFFECTATION DES RESULTATS	
FONCTIONNEMENT	169 742,53	252 661,96	82 919,43	286 532,96	369 452,39	-71 626,08 €	297 826,31
INVESTISSEMENT	67 916,07	68 500,28	584,21	-50 835,29	-50 251,08	-21 375,00	-71 626,08
TOTAL DU BUDGET	237 658,60	321 162,24	83 503,64	235 697,67	319 201,31	restes à réaliser	déficit investisss

Hors de la présence de Monsieur Jean-Luc DAUENDORFER, maire, le conseil municipal approuve à l'unanimité le compte administratif du budget communal 2016.

### **POINT N° 3 : Affectation des résultats**

- ✓ Après avoir entendu et approuvé ce jour le compte administratif de l'exercice 2017,
- ✓ Statuant sur le résultat de fonctionnement de l'exercice 2017,
- ✓ Constatant que les résultats au 31 décembre 2017 font apparaître
  - un excédent de fonctionnement de 369 452,39 €
  - un déficit d'investissement de 50 251,08 € et
  - un reste à réaliser s'élevant à 21 375 € portant le besoin de financement en investissement à 71 626,08 € (50 251,08 + 21 375 €)

Le conseil municipal décide :

1. d'affecter en réserves la somme de 71 626,08 €, article 1068, investissement recettes
2. de reporter en fonctionnement recettes la somme de 297 826,31 €, ligne 002, excédent de fonctionnement reporté (369 452,39 - 71 626,08 €)
3. de reprendre en investissement dépenses le déficit de 50 251,08 €, ligne 001, déficit d'investissement reporté.

**POINT N° 4 : Acquisition d'éléments de cuisine, 1a rue de la Nied**

Monsieur le maire rappelle que le logement sis 1a rue de la Nied est libre depuis le 1er décembre 2018. Le dernier locataire a accepté de céder à la commune, à un prix préférentiel, soit 800 €, les éléments de cuisine ainsi que l'électroménager. Il est à noter que tous ces éléments sont dans un état proche du neuf, d'une valeur de 1 360 €, hors pose. S'agissant d'un logement où la cuisine est dans un espace relativement exigu, il serait judicieux de procéder au rachat tout en maintenant le prix de location actuel, soit 367 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres :

- ordonne le rachat des éléments de cuisine et de l'électroménager du logement sis au 1a rue de la Nied pour un montant de 800 € à Monsieur SEGER Marvin
- fixe le montant du loyer à 370 € par mois
- donne délégation à Monsieur le Maire pour la mise en œuvre de ces décisions.

**POINT N° 5 : DÉFENSE EXTÉRIEURE CONTRE L'INCENDIE (D.E.C.I.)**

**CONTRÔLE DES POTEAUX D'INCENDIE -**

**Adhésion à la convention constitutive d'un groupement de commandes**

Lancement d'une (des) consultation(s)

**NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE**

Faisant suite à la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 (article 77) et au décret n°2015-235 du 27 février 2015, le SDIS a dû mettre en place un Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie, assuré majoritairement au travers des 24 000 poteaux d'incendie présents sur le territoire de la Moselle. Jusqu'à présent, le contrôle de ces poteaux d'incendie était réalisé par les sapeurs-pompiers.

Compte tenu de la réglementation susvisée qu'il faut désormais mettre en application, les communes (ou leurs intercommunalités dans l'éventualité du transfert de compétence de la DECI) sont désormais dans l'obligation de réaliser les contrôles techniques trisannuels des poteaux d'incendie à compter de 2019.

En complément, et afin que cette charge ne grève pas les finances communales et n'entraîne pas de nouvelles contraintes techniques, deux mesures sont proposées aux collectivités :

- d'une part, une baisse des cotisations obligatoires au SDIS équivalente au plus au coût du contrôle annuel des poteaux réalisé par les sapeurs-pompiers.
- d'autre part, la mise en place d'un groupement des commandes par territoire ce qui permettra d'optimiser et réduire le coût de ces contrôles.

La mise en place du groupement n'engendrera aucun frais pour la collectivité. En effet, le Département de la Moselle, au titre de la solidarité territoriale et lui-même propriétaire d'une vingtaine de poteaux d'incendie sur les sites départementaux, prendra en charge à la fois les études, la constitution du cahier des charges pour les consultations des entreprises, les mesures de publicité qui y sont liées ainsi que le suivi de la bonne exécution du marché par Moselle Agence Technique, en qualité d'assistant à maîtrise d'ouvrage.

Compte tenu de ces éléments, Madame et Messieurs les Conseillers Municipaux sont invités à adopter les points ci-dessous.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- Vu l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, notamment son article 28,
- Vu le Code Général des collectivités Territoriales,
- Vu la note explicative de synthèse ci-dessus,
- Entendu l'exposé du Maire,

- ✓ APPROUVE la constitution d'un groupement de commandes, pour lequel le Département de la Moselle sera coordonnateur, et la convention correspondante dont le projet est joint en annexe ;
- ✓ AUTORISE le lancement de la (des) consultations et la passation des contrats correspondants ainsi que la signature de toutes pièces nécessaires à l'exécution de ces contrats ;
- ✓ AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention constitutive du groupement de commandes et ses annexes éventuelles, ainsi que toutes pièces s'y rapportant.

**CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LE CONTRÔLE DU PARC D'HYDRANTS : POTEAUX ET BOUCHES D'INCENDIE**

- Vu le Code Général des collectivités Territoriales ;
- Vu l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, notamment son article 28 ;
- Vu le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.

**PRÉAMBULE**

Faisant suite à la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 (article 77) et au décret n°2015-235 du 27 février 2015, le SDIS a dû mettre en place un Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie, assuré majoritairement au travers des 24 000 poteaux d'incendie présents sur le territoire de la Moselle.

Jusqu'à présent, le contrôle de ces poteaux d'incendie était réalisé par les sapeurs-pompiers. Compte tenu de la réglementation susvisée qu'il faut désormais mettre en application, les communes (ou leurs intercommunalités dans l'éventualité du transfert de compétence de la DECI) sont désormais dans l'obligation de réaliser les contrôles techniques trisannuels des poteaux d'incendie à compter de 2019.

En complément, et afin que cette charge ne grève pas les finances communales et n'entraîne pas de nouvelles contraintes techniques, deux mesures sont proposées aux collectivités :

d'une part, une baisse des cotisations obligatoires au SDIS équivalente au plus au coût du contrôle annuel des poteaux réalisés par les sapeurs-pompiers.

d'autre part, la mise en place d'un groupement de commandes par territoire ce qui permettra d'optimiser et réduire le coût de ces contrôles.

La mise en place du groupement n'engendrera aucun frais pour la collectivité. En effet, le Département de la Moselle, au titre de la solidarité territoriale et lui-même propriétaire d'une vingtaine de poteaux d'incendie sur les sites départementaux, prendra en charge à la fois les études, la constitution du cahier des charges pour les consultations des entreprises, les mesures de publicité qui y sont liées ainsi que le suivi de la bonne exécution du marché par Moselle Agence Technique, en qualité d'assistant à maîtrise d'ouvrage.

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de créer un groupement de commandes, intitulé « Contrôle des poteaux d'incendie des membres du groupement de commandes » et d'en préciser les modalités de fonctionnement, conformément à l'article 28 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Cette convention a également pour objectif final la passation de la (des) procédure(s) relative(s) aux contrôles concernant le projet repris ci-dessus.

Le coordonnateur du groupement désigné à l'article 4 ci-après est notamment chargé de la mise en concurrence en vue du choix des titulaires des contrats.

**ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2021.

**ARTICLE 3 : ADHÉSION DES MEMBRES DU GROUPEMENT**

Les signataires de la présente convention adhèrent au groupement de commandes en adoptant celle-ci par délibération de leur assemblée délibérante. Une copie de la délibération et de cette convention présentant le cachet de la préfecture est adressée à Moselle Agence Technique qui centralisera les documents et en assurera l'information auprès du coordonnateur du groupement de commandes.

Toute adhésion devra être effective avant le 31 mars 2018. Une nouvelle collectivité ne pourra adhérer au groupement que dans le cadre d'un avenant passé par le coordonnateur, et sous réserve du respect des règles de la commande publique.

**ARTICLE 4 : LE COORDONATEUR ET LES AUTRES MEMBRES**

Désignation du coordonnateur

Le Département de la Moselle, représenté par Monsieur Patrick WEITEN, est désigné comme coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

Le siège du coordonnateur est situé au :

1 rue du Pont Moreau - 57000 METZ

#### Missions du coordonnateur

Avec l'aide de Moselle Agence Technique, en tant qu'assistant à maîtrise d'ouvrage du groupement, le coordonnateur assure et organise l'ensemble des opérations nécessaires à la sélection des attributaires, à savoir :

Collecter les informations nécessaires au lancement des consultations ;

Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation (planning, comité de pilotage, supports de publicité...) ;

Définir les critères de choix des prestataires ;

- Élaborer l'ensemble du (des) dossier(s) de consultation des entreprises en fonction des besoins définis par les membres ;
- Assurer la publicité des avis d'appel public à la concurrence ;
- Transmettre les dossiers de consultation ;
- Réceptionner et enregistrer les offres ;
- Établir un rapport d'analyse des candidatures et des offres ;
- Réunir et animer la Commission d'Appel d'Offre du Groupement ;
- Envoyer les lettres de rejets ;
- Rédiger le rapport de présentation du pouvoir adjudicateur et transmettre le contrat au contrôle de légalité si nécessaire ;
- Signer et notifier le (les) contrat(s) ;
- Informer les membres du groupement du résultat des consultations et leur adresser une copie des contrats attribués ;
- Publier les avis d'attribution si nécessaire ;
- Passer les avenants éventuels après avis écrit de la CAO du groupement ;
- Gérer les relations précontentieuses au nom du groupement et représenter les autres membres dans le cadre de tous les litiges liés à la passation et à l'exécution des contrats du présent groupement ;
- Prononcer, le cas échéant, la résiliation du (des) contrat(s) après avis écrit de la CAO du groupement ;
- Proposer et suivre les éventuelles adaptations à apporter à la présente convention par voie d'avenants ;
- Organiser et assurer le secrétariat de toutes les réunions et comités de pilotage utiles pour mener à bien les études constituant le périmètre du présent groupement de commandes.

#### Missions et obligations des membres

Les autres membres du groupement s'engagent à :

- Communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins et toutes autres informations qui seraient jugées utiles, préalablement au lancement des procédures de consultation ;
- Respecter le choix de la CAO du groupement de commandes ;
- Exécuter le (les) contrats conformément aux documents contractuels ;
- Informer le coordonnateur de la bonne exécution ou des dysfonctionnements/litiges éventuels liés aux contrats ;
- Assister le coordonnateur dans les contentieux liés à la passation des contrats du présent groupement ;
- Procéder à l'émission des bons de commandes aux entreprises attributaires et assurer le paiement des factures correspondantes.

#### ARTICLE 5 : La Commission d'Appel d'Offres du groupement de commandes (C.A.O.)

##### 5.1 Composition

Conformément à l'article L1414-3 II du Code général des collectivités territoriales, la Commission d'Appel d'Offres (CAO) du Département, coordonnateur du groupement, est compétente en tant que CAO du groupement.

#### Fonctionnement et missions de la CAO

Les règles de fonctionnement de la CAO du groupement sont identiques à celles applicables à la CAO du Département.

#### ARTICLE 6 : RETRAIT

Les collectivités ne peuvent se retirer du groupement qu'après l'expiration du ou des contrats en cours d'exécution. Elles en informent au plus tôt le coordonnateur. Le retrait est constaté par une délibération de leur assemblée délibérante.

La notification de la décision de retrait devra parvenir au coordonnateur avant le lancement d'une nouvelle procédure, le cas échéant.

#### ARTICLE 7 : SUBSTITUTION AU COORDONNATEUR

Dans l'hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, une convention modificative interviendra pour désigner un nouveau coordonnateur.

## ARTICLE 8 : CAPACITÉ À AGIR EN JUSTICE

Le coordonnateur gère les relations précontentieuses au nom et pour le compte du groupement si nécessaire et représente les autres membres dans le cadre de tous les litiges liés à la passation et à l'exécution des contrats du présent groupement.

Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

## ARTICLE 9 : CONDITIONS FINANCIÈRES

### 9.1 Frais de consultation, paiement et répartition du prix des prestations

Chaque membre du groupement de commandes réglera directement aux entreprises attributaires les factures correspondant aux prestations de contrôles réalisées.

Les frais liés aux consultations lancées par le groupement de commandes (constitution des dossiers, publicité, etc.) seront pris en charge par le Département de la Moselle.

### 9.2 Frais de justice

Les frais liés à d'éventuels contentieux impliquant un ou plusieurs des membres et le(s) titulaire(s) quant à l'exécution du (des) contrat(s) notifiés dans le cadre du groupement de commandes institués sont à la charge des membres engagés dans ces procédures, au prorata du nombre de poteaux d'incendie.

En revanche, en cas de condamnation financière du coordonnateur par une décision définitive d'une juridiction administrative dans le cadre d'un contentieux relatif à la procédure de passation des contrats, il est convenu que le coordonnateur en supporte la charge financière.

### 9.3 Indemnisation du coordonnateur

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à indemnisation. Il prend à sa charge tous les frais liés au fonctionnement du groupement.

## ARTICLE 10 : MODIFICATIONS DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Toute modification de la présente convention, celle concernant l'article 3, doit être approuvée dans les mêmes termes par tous les membres du groupement de commandes, par avenant.

## ARTICLE 11 : LITIGES RELATIFS A LA PRÉSENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

### Annexe 1 : Membres du groupement de commande

## **POINT N° 6 : Vote des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2018**

La compétence du conseil municipal se limite au vote des taxes d'habitation, foncière sur le bâti et foncière sur le non bâti. Monsieur le Maire, considérant le contexte économique actuel, propose de ne pas augmenter le montant du produit fiscal de référence.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, le conseil municipal décide d'approuver la suggestion de Monsieur le Maire et approuve le taux des taxes d'habitation, foncière sur le bâti et foncière sur le non bâti comme suit :

Etat de notification des taux d'imposition de la taxe d'habitation et des taxes foncières	2017 (pas d'augmentation)			2018 (pas d'augmentation)		
	bases	taux voté	produit correspond	bases	taux voté	produit correspond
Taxe d'habitation	457 200	11,54%	52 761	470 700	11,54%	54 319
taxe foncière sur le bâti	338 100	10,14%	34 283	345 300	10,14%	35 013
taxe foncière sur le non bâti	13 200	49,63%	6 551	13 300	49,63%	6 601
<b>TOTAUX</b>			<b>93 595</b>	<b>829 300</b>		<b>95 933</b>

## **POINT N° 7 : Présentation et vote du budget primitif 2018**

### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

Vu le projet de budget primitif 2018,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,

→ **APPROUVE** le budget primitif 2018 arrêté comme suit :

- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre et des opérations pour la section d'investissement,

libellé	DEPENSES (en euros)	RECETTES (en euros)
Section de fonctionnement	525 205	525 205
Section d'investissement	653 543	653 543
TOTAL	1 178 748	1 178 748

→ **DONNE DÉLÉGATION** à Monsieur le Maire pour sa mise en œuvre.

AINSI DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS.

Pour extrait conforme - Guerstling, le 26 mars 2018  
Le maire, Jean-Luc DAUENDORFER